



ASSEMBLEE DES FRANÇAIS DE L'ETRANGER

UNION EUROPEENNE : LES NOUVELLES DE LA SEMAINE

Jean Pierre VILLAESCUSA

Président de la Commission de l'UE



Une semaine d'actualité

En difficulté, dans votre propre pays ou ailleurs le 112 est le numéro unique d'appel

Les manifestations pro-européennes en Ukraine ont viré à l'affrontement, parfois violent, entre les protestataires et les forces de l'ordre. **Le pouvoir menace les manifestants de poursuites. Les oligarques votent pour Moscou** qui a profité d'un sommet OTAN-Russie à Bruxelles pour regretter que les Occidentaux se mêlent d'une « affaire intérieure. **A suivre ..**

Michel Barnier, appelle à une révision plus ambitieuse de **la directive travailleuse « détachés »**, via la création d'une agence européenne et d'une « liste noire » des entreprises abusives. Et Paris insiste, voulant davantage de contrôles.

Et puis encore, **Bruxelles contre l'offensive** britannique sur la circulation des travailleurs, **ou une amende record à 8 banques** infligée par Bruxelles.

Gaz naturel. L'UE s'oppose à la construction de South Stream de quoi améliorer les relations entre Bruxelles et Moscou.

Pisa. Un choc en France. Toujours les Maths !!

Actualité estompée par la disparition de **Nelson Mandela**.

JPV

INSTITUTIONS

Travailleurs « low cost »

Le commissaire européen au marché intérieur, Michel Barnier, souhaite que l'UE aille au-delà de la révision en cours de la directive de 1996, dont les failles provoquent la colère des autorités françaises.

Pour en savoir plus « On devrait aller plus loin, par exemple en imaginant une liste noire publique des entreprises qui ne respectent pas les règles », explique l'ancien ministre français, quelques jours avant une réunion européenne consacrée à ce dossier.

Pour lui, il faudra aussi, « un jour ou l'autre, créer une agence de contrôle (européenne) pour coordonner et renforcer la mission des inspecteurs du travail » au niveau de l'Union.

26.02.2014

Cette agence permettrait notamment de suppléer au défaut de contrôle dans les pays qui ne disposent pas d'une administration structurée en matière d'inspection du travail.

Sans attendre, il estime, comme la France, que l'Union doit réviser la directive de 1996, dont les détournements ont fait renaître le spectre du « plombier polonais »

COMMISSION/CONSEILS

La Commission réproouve l'impérialisme du président roumain

Le prochain grand projet de la Roumanie devrait être l'unification de la Roumanie avec la Moldavie, selon **le président roumain, Traian Băsescu**. Son adversaire politique et premier ministre, Victor Ponta, l'a accusé de vouloir déstabiliser le petit État limitrophe, et de soutenir les communistes pro-russes à Chisinau. De leurs côtés, les cercles européens s'étonnent.

Bruxelles contre l'offensive britannique sur la circulation des travailleurs

La Commission européenne a vivement critiqué la sortie du premier ministre britannique, David Cameron, sur l'immigration. La liberté de circulation des travailleurs n'est pas négociable, selon l'exécutif européen.

Une amende record à 8 banques

Un groupe de banques américaines et européennes va se voir infliger par la Commission européenne des amendes d'un montant global record de 1,7 milliard d'euros pour manipulation des taux d'intérêt directeurs

L'addition devient en tout cas de plus en plus salée pour les banques impliquées dans la manipulation de taux interbancaires.

La Commission européenne a infligé **des amendes à six établissements financiers accusés d'entente et de manipulation** des taux interbancaires de la zone euro (Euribor), de la City (Libor) et du Japon (Tibor), pour un montant total record de 1,7 milliard d'euros. La Société Générale a été condamnée à une amende de 446 millions d'euros.

Les taux interbancaires sont les taux auxquels les banques commerciales se prêtent entre elles. Ces taux jouent un rôle majeur dans la vie économique et financière de la planète : ils servent en effet de référence pour fixer des prix, ou indexer des rémunérations d'actifs et de produits financiers dans le monde entier (et notamment des prêts immobiliers)

Emploi des jeunes: la Commission propose des normes pour améliorer la qualité des stages

La Commission européenne a proposé mercredi des lignes directrices visant à permettre aux stagiaires d'acquérir une expérience professionnelle de haute qualité, dans des conditions sûres et équitables, et à augmenter leurs chances de trouver un bon emploi.

Pour en savoir plus La proposition de recommandation du Conseil relative à un cadre de qualité pour les stages inviterait notamment les États membres à veiller

26.02.2014

à ce que les législations ou pratiques nationales respectent les principes énoncés dans les lignes directrices et, le cas échéant, à adapter leur législation. Les stages sont un élément clé de la garantie pour la jeunesse proposée par la Commission européenne en décembre 2012 et adoptée par le Conseil des ministres de l'Union en avril 2013. À l'heure actuelle, un stage sur trois présente une qualité inférieure aux normes en matière de conditions de travail ou de contenu d'apprentissage. Bon nombre de ces stages «bas de gamme» sont utilisés par les employeurs pour remplacer des emplois de premier échelon.

PARLEMENT

Découvrez le site des élections européennes 2014

Le site Internet du Parlement européen entièrement consacré aux élections européennes est maintenant en ligne. Les internautes y trouveront toutes les informations à propos des élections qui auront lieu dans l'Union européenne du 22 au 25 mai 2014. Le site comprend une rubrique actualités régulièrement mise à jour, des informations concernant les États membres et les partis politiques européens, ainsi que des outils destinés aux journalistes.

<http://www.elections2014.eu/>

751

Députés européens

À ÉLIRE EN 2014

DONT 74 FRANÇAIS

Pour participer à l'élection des députés au Parlement européen

J'ai 3 possibilités :

- Je choisis de participer aux élections européennes qui seront organisées par mon consulat et je m'inscris sur la liste électorale consulaire avant le 31 décembre 2013.** Je voterai pour les députés de la circonscription Ile-de-France.
- Je choisis de voter en France et je m'inscris auprès de ma commune de rattachement avant le 31 décembre 2013.** Je voterai alors pour un député français de la circonscription dans laquelle se situe cette commune.
- Si je réside dans un État-membre de l'Union européenne, je choisis de voter dans ma municipalité de résidence, je me manifeste auprès des autorités locales selon le calendrier propre à ce pays.** Je voterai alors pour un député de ce pays. Le double vote étant interdit, je ne pourrai voter ni dans ma commune de rattachement en France ni au consulat.

Critères de rattachement à une commune en France

- Commune de naissance

Seite 3

JEAN PIERRE VILLAESCUSA . E. mail : jp.villaescusa@assemblee-afe.fr

Tel + fax : 00 43 1 879 65 29

26.02.2014

- Commune de mon lieu de domicile
- Commune où a été inscrit l'un de mes parents ou un parent jusqu'au 4ème degré.

ETATS

Allemagne

Nouvelle demande d'interdiction du NPD

Les 16 Länder allemands ont déposé mardi devant la Cour constitutionnelle de Karlsruhe une demande d'interdiction du Parti national-démocrate (NPD), mouvement néonazi dont les autorités fédérales n'ont pu obtenir la dissolution il y a dix ans.

Croatie

Référendum pour ou contre le mariage homosexuel

La définition du mariage comme "l'union de vie entre un homme et une femme" a été adoptée par référendum, le 1er décembre, par 65,76% des voix.

Le taux de participation n'a été que de 36%, mais cette définition est désormais inscrite dans la Constitution. **Cela interdit de fait le mariage entre homosexuels en Croatie**

France

La France veut doubler ses échanges commerciaux avec l'Afrique

Le vœu de François Hollande au terme d'un forum économique franco-africain organisé à Bercy, mercredi 4 décembre à Paris souhaite relancer ses échanges commerciaux avec l'Afrique pour reprendre une part de marché en nette diminution depuis dix ans. Et profiter de la croissance du continent, une des plus dynamiques du monde

Grèce

Une Troïka sous pression qui met la pression

Les inspecteurs de la Troïka, (UE, FMI et BCE) ont reporté d'une semaine leur visite en Grèce, une décision largement vue comme un moyen de pression sur le gouvernement grec d'accélérer les réformes en cours en échange du déblocage de la prochaine tranche de prêt.

Mais l'existence de la Troïka serait elle-même est menacée, selon le chef des députés socialistes européens, **Hannes Svoboda**, qui le 1er décembre dernier, a estimé que "**faute de légitimité démocratique**", cette instance à la "**mentalité néo-libérale**" devait être "**progressivement supprimée**".

En attendant, la cure d'austérité continue de faire des ravages, comme le rappelle le dessin en Une de *Ta Nea*, qui représente une histoire qui a ému tout le pays : celle d'une adolescente morte asphyxiée pour avoir essayé de chauffer sa chambre à l'aide d'un brasero.

Italie

Berlusconi candidat aux européennes en Bulgarie ?

26.02.2014

Les élections européennes pourraient offrir à Silvio Berlusconi **une échappatoire inattendue à ses ennuis dans son pays**. L'ancien Premier ministre pourrait être candidat à un siège au Parlement européen ce qui lui permettrait de court-circuiter l'interdiction de participer à la vie politique en Italie décrétée suite à sa condamnation pour évasion fiscale. Yane Yanev, chef du file du RZS, un parti centriste bulgare, lui a proposé une place sur ses listes

La loi électorale en partie censurée

La Cour constitutionnelle italienne a censuré mercredi une partie de la loi électorale que le président du Conseil Enrico Letta souhaite réformer en profondeur. La Cour a invalidé deux aspects de la loi: la prime de sièges accordée à la coalition arrivée en tête, sans seuil minimum, et l'impossibilité pour les électeurs de choisir un candidat individuel.

Luxembourg

Xavier Bettel met fin au règne de Juncker

Après quelques semaines de négociation, les partis libéral, socialiste et écologiste ont approuvé le programme d'une « grande coalition ». Comptant 15 ministres - dont 4 femmes seulement - elle sera conduite par le vainqueur surprise des législatives de la fin octobre, Xavier Bettel.

Roumanie

Les Roumains perdent espoir d'intégrer Schengen

Confrontée aux fortes réticences des anciens États membres de l'UE tels que la France, la Roumanie n'espère plus obtenir une date précise pour pouvoir intégrer l'espace Schengen, mais se tient prête.

Les ministres de l'UE abordent ce sujet le 5 décembre, selon l'ordre du jour du Conseil « justice et affaires intérieures »

RELATIONS EXTERIEURES/ETATS HORS UE

Ukraine

L'opposition ukrainienne bousculée par la violence de sa frange nationaliste

Les violences de ce week-end à Kiev laissent entrevoir une opposition morcelée entre ses composantes libérales et les membres du parti d'extrême droite Svoboda, des nationalistes portés sur les actions violentes. Les autorités durcissent le ton en Ukraine. **Au lendemain du rejet de la motion de défiance au Parlement**, le chef du gouvernement a clairement averti les manifestants que des poursuites pouvaient être déclenchées à leur encontre et **l'Université de Kiev sommée de donner des noms**

En France, « on préfère ne pas réagir dans la précipitation, on se donne le temps de l'analyse politique » avance un diplomate français

L'opposante ukrainienne emprisonnée Ioulia Timochenko a appelé jeudi 5 décembre les manifestants partisans d'un rapprochement avec l'Union européenne à renverser le régime du président **Viktor Ianoukovitch qu'elle a comparé à Staline**, après un soutien appuyé apporté aux protestataires à Kiev par les Etats-Unis et l'Europe.

26.02.2014

Pour en savoir plus Viktor **Ianoukovitch** s'est envolé toutefois comme prévu, pour la Chine, mardi 3 décembre, en quête de nouveaux contrats pour raviver les exportations en berne

Allant dans le sens de l'élite russophone, et des oligarques au pouvoir de se rapprocher de Moscou, M. Ianoukovitch fera escale au retour dans la capitale russe pour signer la feuille de route d'un partenariat commercial renforcé avec la Russie.

L'Islande va annuler jusqu'à 24 000 euros de dettes par ménage

Le gouvernement islandais a annoncé un plan de 900 000 euros sur quatre ans pour alléger les dettes des ménages qui ont contracté un emprunt immobilier. Une mesure destinée à doper l'économie qui sera financée par une taxation des banques.

ECONOMIE/FINANCE

L'agence Moody's relève la note de la Grèce de deux crans

vendredi 29 novembre, la note qu'elle octroie à la Grèce, à « Caa3 » en perspective stable, invoquant l'amélioration des finances publiques et des perspectives économiques du pays.

Cette note, qui appartient toujours à la catégorie « *spéculative* », correspond à un émetteur présentant un vrai risque de non-remboursement. C'est toutefois un progrès comparé au « C » que Moody's attribuait à la Grèce depuis mai 2012, point le plus bas dans l'échelle de notation de l'agence.

Et la perspective d'évolution de la note de l'Espagne

Moody's Investors Service a pris acte, mercredi 4 décembre, du **rééquilibrage de l'économie de l'Espagne**, en revoyant de « négative » à « positive » la perspective d'évolution de la note du pays.

Cette décision implique que **Moody's n'envisage plus d'abaisser la note du pays pour la dette de long terme**, actuellement fixée à Baa3, soit la plus faible possible dans la catégorie des emprunteurs jugés fiables.

L'industrie européenne reprend des couleurs, sauf en France

Le secteur industriel de la zone euro a connu sa plus forte croissance depuis plus de deux ans. **L'institut Markit** est toutefois sévère avec la France dont la situation est jugée décevante.

Après une politique d'investissements très active jusqu'à la fin des années 80 dans son industrie, la France a progressivement perdu du terrain en matière industrielle. Selon le cabinet MacKinsey, ce déclin s'est accéléré sur les 10 dernières années, avec une perte nette de 750.000 emplois.

MARCHÉS FINANCIERS :

Un rapport "sans concession" étrille les agences de notation

Communication à des tiers de l'évaluation d'un pays avant son annonce officielle, conflit d'intérêts et mauvaises gestion du personnel : le rapport, publié le 2 décembre par l'Autorité européenne des marchés financiers (Esma), pointe **un certain nombre de dysfonctionnements au sein des agences chargées**

26.02.2014

d'évaluer la capacité des Etats à rembourser leurs emprunts. Selon ce rapport, "sans concession", les règles strictes édictées le 20 juin dernier par l'Union européenne dans ce domaine n'ont pas été appliquées par les grands acteurs du marché de la notation.

"Une des anomalies soulignée, c'est l'influence directe des dirigeants de ces entreprises de notation qui bloquent la nécessaire indépendance des analystes" *El Pais*

ENERGIE/ENVIRONNEMENT

La France persiste et signe l'interdiction du gaz de schiste

Le ministre de l'Environnement, **Philippe Martin**, a refusé 7 permis d'exploitation de gaz de schiste en France. Une décision qui intervient au lendemain de la publication d'un rapport de deux parlementaires favorable au gaz non-conventionnel. Aucun des permis de recherche de gaz de schiste réclamés par la société américaine Hess Oil ne sera transféré à cette dernière.

Un bras de fer s'engage entre Bruxelles et la Russie sur South Stream

Les **accords bilatéraux conclus entre la Russie et plusieurs pays de l'UE pour la construction du gazoduc South Stream** violent la législation européenne et doivent être renégociés, selon la Commission européenne. Mais pas selon la Russie.

Ces accords concernent l'Autriche, la Bulgarie, la Croatie, la Grèce, la Hongrie, la Russie, la Serbie et la Slovaquie.

Pour en savoir plus. Trois conditions à remplir

Le représentant de la Commission a mis en exergue au moins trois points importants relatifs aux accords :

- Les règles de « séparation patrimoniale » doivent être respectées. En d'autres termes, Gazprom, producteur et fournisseur de gaz, ne peut à la fois posséder sa propre capacité de production et son réseau de transmission ;
- Il faut garantir l'accès de tiers sans discrimination au gazoduc. Gazprom ne peut pas avoir le monopole du transport ;
- Il faut évoquer la structure tarifaire.

SOCIAL/Pratique

Zone euro : 61 000 chômeurs de moins en octobre

Avec 61 000 demandeurs d'emploi de moins qu'en septembre, le chômage a reflué en octobre dans la zone euro. Le taux de chômage a diminué à 12,1 % de la population active, après avoir atteint un niveau record en septembre à 12,2.

En octobre, 19,298 millions de personnes étaient au chômage dans les 17 pays de la zone euro, soit 615 000 de plus qu'un an auparavant. Dans l'ensemble de l'Union européenne, le taux de chômage était de 10,9 % en octobre, inchangé par rapport à septembre, ce qui représente 26,654 millions de personnes.

26.02.2014

L'OCDE a publié, le 3 décembre, son rapport PISA sur les standards scolaires dont les résultats ont déprimé bon nombre d'Européens.

Classée en 9ème position, **c'est la Suisse qui décroche la meilleure note en Europe** selon cette étude qui classe 65 pays selon les résultats en mathématiques d'élèves âgés entre 15 et 16 ans. L'Allemagne arrive en 9ème position et la France en 25ème, perdant ainsi deux points depuis la dernier classement.

Pour en savoir plus L'édition 2012 de PISA met l'accent sur le niveau en mathématiques des élèves âgés de 15 ans. Les statisticiens de l'OCDE situent la France à la 18e place sur les 34 pays membres de l'OCDE.

Selon une carte comparative du Monde, à niveau de vie équivalent, la France fait donc moins bien que la plupart de ses voisins européens : la Belgique se classe 9e, l'Allemagne 10e et l'Irlande 13e.

Réforme de l'audit en Europe : les sujets qui fâchent

Alors que les assises de la CNCC (Compagnie nationale des **commissaires aux comptes**) s'ouvraient jeudi pour deux jours, les professionnels de l'audit s'inquiètent encore et toujours des conséquences du projet de réforme de l'audit en Europe. Ce texte est en discussion actuellement à Bruxelles dans le cadre du trilogue qui vient de commencer entre le Conseil de l'Union européenne, la Commission européenne et le Parlement. Il devrait faire l'objet d'un vote par le Parlement en février prochain.

Au centre des préoccupations des auditeurs, la rotation obligatoire des commissaires aux comptes par les entreprises. Sur le principe, la Commission semble bien convaincue de la nécessité de cette mesure. La rotation serait obligatoire tous les 10 ans et tous les 20 ans en cas de cocommissariat (une exception française). En revanche, sur le dispositif transitoire, rien ne serait encore tranché. Mais à Bruxelles, certains militent pour que ce projet soit mis en œuvre dans un délai de cinq ans, soit en 2019.

BREVES

Mort d'Arafat: les Palestiniens se sentent floués par le rapport français

La frustration après les conclusions des analyses médicales françaises infirmant la thèse d'un empoisonnement, privilégiée par un laboratoire suisse.

Solaire chinois : mesures de l'UE contre certains producteurs

Elles concernent les producteurs chinois qui ont refusé d'appliquer un prix plancher comme décidé en juillet, soit environ un tiers des producteurs de panneaux solaires chinois.

Rachat de Nokia par Microsoft: feu vert de Bruxelles

La Commission européenne a autorisé, ce mercredi, le rachat de la division téléphones portables du fabricant finlandais par le géant américain. L'acquisition pèse 5,44 milliards d'euros, la cession est prévue début 2014.

Barnier veut continuer à être utile. Candidat potentiel du Parti populaire européen (PPE) pour succéder à José Manuel Barroso, Michel Barnier veut mettre à profit les six mois à venir pour consolider la réforme du système financier

26.02.2014

européen, mais se verrait bien piloter la stratégie industrielle de l'Union européenne après les élections de mai prochain.

En France, la cour d'appel entérine l'usage de la marque BUD par le fabricant américain au détriment de Budweiser tchèque

Déjà en début de l'année 2013, la brasserie Budějovický Budvar avait perdu le litige relatif à l'utilisation de la marque BUD sur le marché européen. A l'époque, la Cour suprême de l'Union européenne a donné raison à son rival, le fabricant américain, Anheuser-Busch, et lui a accordé le droit d'utiliser cette marque. Ce jeudi, une nouvelle décision, dans cette série de contentieux s'étalant sur plus d'un siècle, est tombée en France

PRESSE EUROPEENNE

ROYAUME-UNI : L'Ecosse veut le beurre et l'argent du beurre

FINANCIAL TIMES LONDRES

Le Livre blanc fraîchement publié présentant les arguments pro-indépendance est davantage destiné à rassurer les frileux qu'à galvaniser les convaincus. Mais l'argumentaire n'est pas sans faille et le pays aura des décisions difficiles à prendre avant le référendum de 2014.

<http://www.presseurop.eu/fr/content/article/4361461-l-ecosse-veut-le-beurre-et-l-argent-du-beurre?xtor=RSS-9>

En Ukraine, féodalisme ou modernité ?

France 24

L'Union européenne n'a pas fait le poids face aux sirènes de Moscou. Dans l'Ukraine de Viktor Ianoukovitch, le passé soviétique mais aussi une slavophilie bien enracinée ont encore fait pencher la balance vers l'Est. Tout comme la Real Politik.

Il n'y avait pas photo : 610 millions d'euros mis sur la table par Bruxelles ; dix milliards d'euros "proposés" et finalement imposés par la Russie.

Quel épicier averti n'aurait pas vu l'intérêt à s'abandonner dans les bras Moscou ?

http://www.france24.com/fr/20131201-ukraine-feodalisme-modernite-union-europeenne-russie-ianoukovitch-poutine-slave?ns_campaign=editorial&ns_source=RSS_public&ns_mchannel=RSS&ns_fee=0&ns_linkname=20131201_ukraine_feodalisme_modernite_union_europeenne_russie

Poutine a tout faux en Ukraine

FINANCIAL TIMES LONDRES

Le président russe semble avoir oublié la principale leçon de la Révolution orange. Si quelqu'un d'autre décide de leur avenir à leur place, les Ukrainiens peuvent descendre dans la rue pour prendre leur destin en main.

<http://www.presseurop.eu/fr/content/article/4373161-poutine-tout-faux-en-ukraine>

Allemagne. La peur du tourisme social

Die Welt

26.02.2014

Un tribunal des affaires sociales de Rhénanie-du-Nord-Westphalie a donné raison le 2 décembre à une famille roumaine ayant réclamé des aides sociales en Allemagne. La cour a invoqué la liberté de circulation et de séjour des citoyens de l'UE, garantie par la Charte européennes des droits fondamentaux,

Relayant les craintes des partis conservateurs, qui craignent que le "tourisme social" ne mette à l'épreuve les moyens financiers des communes allemandes, le quotidien écrit que celui qui perd son emploi a droit à l'aide sociale, et cela n'est que justice. Mais un droit à immigrer dans notre système social n'existe pas. Préciser cela n'a rien de raciste.

Die Welt conseille par ailleurs aux commissaires européens de "réfréner leur indignation morale" envers les pays qui veulent maintenir des restrictions limitant l'accès aux systèmes sociaux. **"Le meilleur moyen pour combattre les populistes serait l'application du droit européen", conclut le journal.**

IMMIGRATION : David Cameron et les "barbares utiles" de l'UE

STANDART SOFIA

Le 1er janvier prochain, le marché du travail sera ouvert aux Bulgares et aux Roumains dans toute l'UE. Mais Londres, Paris et Berlin tentent d'ériger de nouvelles barrières au détriment des valeurs européennes, déplore un éditorialiste bulgare.

"La pénombre du soir est tombée, mais les barbares ne sont point venus. De la frontière des émissaires sont revenus : 'Les barbares n'existent plus!' ont-ils dit. Que ferons-nous maintenant sans eux ? Ils nous étaient tellement utiles pour résoudre nos problèmes..." Ainsi se termine le poème "En attendant les barbares" du poète grec du siècle dernier Constantin Cavafy (1863-1933).

Ces derniers jours, les pays riches de l'Ouest de l'Europe ont redécouvert la menace millénaire des barbares dépeints cette fois-ci sous les traits de leurs parents pauvres de l'Est du continent

<http://www.presseurop.eu/fr/content/article/4373241-david-cameron-et-les-barbares-utiles-de-l-ue?xtor=RSS-9>

Merci de bien vouloir signaler toute erreur d'envoi ou demande de désabonnement, par mail, à : jp.villaescusa@assemblee-afe.fr